

Chapitre 3 : Deux pays face à la crise : la France et l'Allemagne

En 1929, une crise économique profonde et durable édate aux Etats-Unis. En effet, la prospérité provoque un grand engouement pour la bourse : augmentation de la production industrielle mais forte baisse de la consommation. Il n'y a plus assez d'acheteurs capables de payer : les bénéfices des entreprises diminuent donc et, à la bourse, leurs actions se vendent moins bien.

Le 24 octobre 1929, un Krach boursier édate à Wall Street. Les cours s'effondrent. L'édifice de la prospérité s'écroule.

La chute de la production entraîne une très forte augmentation du nombre de chômeurs. Ils sont 12 millions en 1932. La misère se répand et la crise gagne tous les secteurs de la production : les agriculteurs ne pouvant plus payer leurs dettes sont expulsés de leur banque.

Mais la crise s'étend aussi au monde ! Le commerce international se restreint considérablement -> accumulation de stocks invendus. L'Europe est en faillite. Seule l'URSS échappe à cette crise. Cette sous-consommation américaine entraîne une baisse de ventes :

-> chute de la production -> chômage -> chute de la consommation.

Si cette crise se propage sur l'ensemble du monde, à l'exception de l'URSS, cela est la conséquence du rapatriement des capitaux américains, la baisse du commerce mondial et l'effondrement des prix agricoles et industriels.

I) La France.

1) La France face à la crise

a) Une crise politique

Après une période de prospérité dans les années 1920, la France connaît la crise économique à partir de 1931. Mais durant cette période, la crise est aussi politique : la France a pour régime la IIIe république. Cette République est dotée d'une Assemblée, et d'un gouvernement, responsable devant l'Assemblée. Mais durant cette crise, les gouvernements et son chef, le président du conseil, n'ont pas de majorité stable et sont souvent renversés ; il y a une grande instabilité ministérielle qui mécontente les Français. Le Président du Conseil doit souvent démissionner.

Une multitude de partis est présente à l'Assemblée. Ces partis forment des alliances ponctuelles et fragiles. Les principaux partis politiques sont :

à gauche :

- le Parti Communiste Français (PCF)
- la Section Française de l'Internationale Ouvrière (SFIO)
- Le Parti Radical (PR)

à droite :

- l'Action Française (AF)
- l'Union des Droites (UD)

La République est aussi secouée par des scandales, dont "l'affaire Stavisky", début 1934.

A l'Extrême-droite, des ligues se sont constituées, et attaquent le régime de la République parlementaire (contre la République et le Parlement). Ainsi, le 6 février 1934, ces ligues (Croix de feu, Jeunesse patriotes...) manifestent devant l'Assemblée, ce qui provoque une émeute pour renverser l'Etat instable. Bilan de cette émeute : 15 morts et 1700 blessés.

La gauche voit dans cet événement une tentative de coup d'Etat fasciste. Ainsi, tous les partis de gauche, attachés à la République, s'organisent afin de manifester contre le fascisme ; le PCF, la SFIO et le PR forment le Front Populaire (le 14 juillet 1935). Le Front populaire adopte un programme électoral commun avec un slogan : "Le pain, la paix, la liberté".

b) Une crise économique et sociale

La crise économique provoque aussi des fermetures d'usines qui entraînent des faillites d'autres secteurs (les banques, les transports, les ventes).

Mais surtout, le chômage se développe et les revenus des paysans diminuent, à cause de la chute des prix agricoles.

2) Le Front Populaire 1935-1938

a) La victoire du Front Populaire en 1936.

Aux élections législatives des 26 avril et 3 mai, le Front Populaire (PCF, SFIO, PR) obtient la majorité absolue à la Chambre des députés.

Léon Blum, le chef de la SFIO, devient le président du Conseil avec le soutien des trois partis. Cette victoire entraîne une série de grèves dans tout ce pays pour faire pression sur les patrons et le gouvernement afin qu'ils engagent rapidement des réformes.

b) Le temps des réformes.

Léon Blum réunit les représentants des patrons et de la CGT qui signent le 7 juin les accords de Matignon. Ceux-ci prévoient des hausses de salaire et la création dans les entreprises de délégués au personnel élu pour les ouvriers.

De plus, les congés payés (15 jours) et la semaine des 40 heures sont votés par les députés. Les grèves cessent peu à peu. Le gouvernement du Front Populaire entreprend d'autres réformes dont la nationalisation des usines de guerre ou des chemins de fer -> Création de la SNCF en 1938.

Le Front Populaire introduit surtout un esprit nouveau. Pour la première fois, le gouvernement comprend des femmes : il se préoccupe de la science, de la culture, du sport et des loisirs (billet de train à tarif réduit pour les congés payés). Durant l'été 1936, beaucoup d'ouvriers partent pour la première fois en vacances.

c) La chute du Front Populaire.

En fait, dès 1936, le Front Populaire se fissure. Les communistes voudraient que la France s'engage au côté du gouvernement républicain espagnol en lutte contre le général Franco, alors que Léon Blum refuse d'intervenir. Par ailleurs, les radicaux doutent des réformes entreprises : ce sont eux qui mettent fin au Front Populaire en 1938 en faisant alliance avec la droite modérée. En avril 1938, le Front Populaire se disloque.

Après la démission de Blum, Edouard Daladier devient alors président du Conseil en avril 1938. Après avoir signé les accords de Munich - sans trop d'illusions - avec Hitler en septembre 1938, inquiet de la menace allemande, il donne priorité au réarmement.